De nouvelles

Un an après son installation à l'Élysée, la magie du verbe présidentiel ne semble plus opérer. Contrairement aux espoirs placés par le clan sarkozyste dans la dernière intervention télévisée de leur meneur, le message ultra-libéral a de plus en plus de mal à passer, la mayonnaise au sein même de la droite ne semble plus prendre.

Même s'il faut apprécier les sondages avec la distance politique nécessaire, fort est de constater que cinq jours après l'opération médiatique présidentielle, non seulement la confiance des Français n'est pas revenue, mais qu'elle recule encore de deux nouveaux points. La nouveauté est que ce recul entraîne une baisse de huit points de l'appréciation de l'action de l'hôte de Matignon qui réunit ainsi une majorité de Français contre lui.

Quelque chose est visiblement en train de se passer dans la société française. Après les dernières élections locales, des signes ne trompent pas. L'action revendicative se développe dans les entreprises comme dans les services publics. Les manifestations du premier mai ont été une réussite. Des mouvements de grèves et de manifestations sont annoncés pour les 15, 22 et 24 mai.

Monte indiciblement et de façon éparpillée un ras-le-bol, un rejet de plus en plus palpable des projets en cours. Le seul atout dont semble véritablement disposer le pouvoir pour faire avancer son entreprise réactionnaires est le temps et l'inexistence d'une cohérence alternative de projets, à gauche, pour une transformation sociale radicale. Il l'a tellement bien compris qu'il annonce le train de ses mesures à un rythme de forçat et qu'il joue avec la proximité des périodes d'examen et de congés, par exemple dans l'Éducation nationale, pour proclamer son inflexibilité.

Au titre des projets en cours figure pour toute la fonction publique et au-delà l'ensemble des missions relevant du secteur public, la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) que fonctionnaires et citoyens commencent à découvrir et dont chacun mesure quotidiennement un peu plus, les conséquences dramatiques pour leur propre situation mais aussi pour le pays tout entier.

Très concrètement sont concernés dès à présent, de multiples administrations et services publics, (météo, gendarmerie, centres d'informations administratives, ministère de l'écologie du développement et des transports). Mais l'exemple le plus manifeste, l'exemple dont le Président Sarkozy veut faire la pierre angulaire d'un projet d'ensemble de la réforme de l'État est la restructuration des administrations financières. C'est pourquoi a été engagée au pas de charges et dans un simulacre de concertation la fusion des deux directions des impôts et de la comptabilité publique dans une nouvelle et unique Direction Générale des Finances Publiques. Les agents des finances confrontés à la mise en œuvre frontale d'un tel projet de restructuration ont déjà fait le point : l'objectif c'est la suppression massive de services et d'emplois. Dans le projet gouvernemental, 55 % des effectifs sont voués à disparaître.

Un autre secteur particulièrement symbolique est aujourd'hui dans la tourmente : l'Éducation nationale. Pour la rentrée 2008/2009, 11 200 emplois seront supprimés dont 9 000 postes d'enseignants. Les jeunes lycéens, dans la droite ligne de leurs prédécesseurs contre le CPE, sont mobilisés depuis janvier contre ce projet inique. Leur action est de ce point de vue remarquable d'autant plus que les soutiens extérieurs manquent de visibilité.

Mais la logique gouvernementale de dépeçage des missions publiques et des garanties statutaires ne s'arrête pas là. L'entreprise de casse des solidarités réelles et actives qui assurent encore aujourd'hui une certaine cohésion sociale dans notre pays est bien plus ambitieuse. Pour le pouvoir en place, il s'agit d'inscrire durablement la déréglementation et la dérégulation dans le marbre d'une « nouvelle gouvernance », concept d'ailleurs fort approprié tant il sous-tend idéologiquement la fin des institutions de représentativité et d'expression démocratique mises à la disposition des élus, des citoyens et des salariés.

De nouvelles salves sont en préparation. C'est ainsi que se discute actuellement un projet de loi relatif à «la mobilité et aux parcours professionnels dans la Fonction publique» dont l'objectif n'est ni plus ni moins que d'introduire la logique des plans sociaux en vigueur dans le privé, au cœur des règles de gestion de la Fonction publique. Sur le plan de la retraite, un nouvel allongement de la durée de cotisations (41 ans) est annoncé.

De ce point de vue également, ce serait selon le Président Sarkozy à prendre ou à laisser, il n'y aurait pas d'autres alternatives. Mais il faut aussi compter avec le projet de loi sur « la modernisation de l'économie » dont une des visées

responsabilités

est de transformer un maximum de salariés en travailleurs indépendants et la préparation d'une Revue Générale des Prélèvements Obligatoires (RGPO) qui prépare de futurs transferts de charges vers les ménages et de nouvelles coupes dans les budgets publics. Autant de projets qui se traduiraient par de nouvelles dégradations de la situation de l'emploi et du pouvoir d'achat.

Ces réformes ultra-réactionnaires en rafales portent la marque d'une formidable obsession de réduction des dépenses publiques et sociales, en ligne avec les exigences de la B.C.E. et du pacte de stabilité, au service de la domination des marchés financiers.

Il s'agit, en réalité, de faire structurellement reculer la part des prélèvements publics et sociaux dans la valeur ajoutée nationale, jusqu'à la mise en cause des conquêtes du Front populaire et de la Libération, afin de laisser progresser les énormes prélèvements financiers du capital : intérêts payés aux créanciers (banques et marchés), dividendes versés aux actionnaires... sans parler du gâchis des placements boursiers, des exportations de capitaux et de la spéculation.

La fuite en avant dans la visée d'une France beaucoup plus formatée aux exigences de la Finance internationale, loin de permettre une sortie des difficultés, ne fait qu'accentuer les maux du pays avec le chômage, la précarité, les salaires et les qualifications insuffisants, la recherche rationnée, les services publics (santé, école, logements sociaux, transports, culture…) en crise. Et tout cela se paye en explosion des déficits extérieurs et en ralentissement sensible de l'activité !

Cette attaque sévère contre les dépenses nécessaires au développement de toutes les capacités humaines en France contribue à exaspérer les vulnérabilités de l'Europe qui, loin de voir sa conjoncture se déconnecter de celle des États-Unis, est contaminée, au contraire, par la crise financière et le freinage dangereux de l'emploi et de la croissance réelle.

Face aux défis de Sarkozy, au travers notamment de la loi de modernisation du marché du travail et des « réformes » régressives programmées de l'indemnisation du chômage, plus que jamais nous devons nous appuyer sur des contre-propositions réalistes et radicales notamment nos travaux sur une proposition de loi de sécurisation de l'emploi et de la formation.

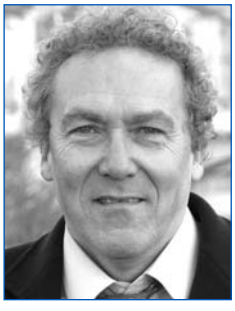
Nous sommes de plus en plus clairement en face d'un véritable choix de société qui ne souffrira pas de simples accommodements avec l'existant mais impliquera au contraire l'engagement de processus de dépassement pour une rupture radicale.

Cela implique la prise en mains, sans attendre, de grandes propositions de réformes réalistes et révolutionnaires, dans les luttes, pour qu'elles imposent des reculs immédiats significatifs à la droite et pour qu'elles puissent converger vers la conquête d'une nouvelle construction politique de transformation sociale radicale à gauche.

Face à la multiplication des mobilisations et des appels à l'action, un vrai défi est à relever. Il s'agit à partir des problématiques spécifiques à chaque secteur, à chaque fonction, à chaque situation et de la construction de réponses appropriées, de créer les conditions de la solidarisation de l'action de chacun avec la conscience des enjeux collectifs qui sont en cause.

Cela suppose une intervention politique d'un haut niveau qui ne néglige rien de la forme et du fond et vise à faire avancer une cohérence de propositions alternatives articulant l'exigences d'objectifs sociaux nouveaux à la conquête de moyens financiers et de pouvoirs, du local au national, jusqu'aux niveaux de l'Europe et du monde.

Le parti communiste auquel les citoyens ont envoyé un signe important lors des élections de mars a une place majeure à tenir dans la construction d'une telle démarche. Il doit plus que jamais affirmer son existence et son identité, non pas à partir de slogans ou d'incantations, mais sur la base de propositions précises socle d'un projet cohérent et visible de dépassement des logiques d'exploitations et de dominations aujourd'hui à l'œuvre ■



Jean-Marc Durand
Membre du Conseil National du PCF